



SENATE | SÉNAT
CANADA

June 23, 2020

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
Office of the Prime Minister
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2

Dear Prime Minister,

With this open letter, we are writing to request, as per our motion in the Senate, that the Canadian government impose sanctions against Chinese and/or Hong Kong officials, pursuant to the Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law), in light of the violation of human rights, of the principles of fundamental justice and of the rule of law in relation to the ongoing protests in Hong Kong and to the systematic persecution of minority Muslims in China.

The Peoples Republic of China and its authoritarian regime's reprehensible actions have amounted, for decades now, to gross violations of human rights and fundamental freedoms.

The mass internment in concentration camps of an estimated 2 to 3 million Uighurs and other Muslim minorities, as well as the intensified police brutality, egregious human rights abuses and ever-growing tactics by the PRC to overturn Hong Kong's democracy until its complete destruction, has immensely disrupted the rules-based international order. The PRC is blatantly violating its international obligations under the 1984 Sino-

Le 23 juin 2020

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Cabinet du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa, ON K1A 0A2

Monsieur le Premier ministre,

Par le biais de cette lettre ouverte, nous vous écrivons pour demander, et ce, conformément à notre motion déposée devant le Sénat, à ce que le gouvernement canadien impose des sanctions contre les responsables chinois et/ou ceux de Hong Kong, en vertu de la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski), à la lumière de violations des droits de la personne, des principes de justice fondamentale et de l'état de droit à l'égard des manifestations en cours à Hong Kong et à la persécution systématique de minorités musulmanes en Chine.

La République populaire de Chine, par l'entremise de son régime autoritaire, pose des actions répréhensibles depuis plusieurs décennies déjà, qui ont abouti à de flagrantes violations des droits de la personne et des libertés fondamentales.

La détention de masse d'environ 2 à 3 millions d'ouïghours et d'autres minorités musulmanes dans les camps de concentration, ainsi que l'intensification de la brutalité policière, les violations flagrantes des droits de de la personne et les tactiques incessantes de la RPC pour renverser la démocratie de Hong Kong, jusqu'à sa destruction totale, ont énormément bouleversé l'ordre international fondé sur les règles. La RPC viole de façon flagrante ses obligations internationales promulguées dans la Déclaration conjointe

British Joint Declaration, an international treaty that has been registered with the Secretariat of the United Nations. As such, Canada, as a member state of the UN, along with the international community, has an interest and a responsibility to defend the international rules-based order but also, values of human rights, fundamental freedoms, democracy, and the rule of law.

Unfortunately, the PRC's tyrannical behaviour towards Hong Kongers, Uighurs and other Muslim Minorities is just the latest in a continued pattern that has become an extremely dangerous habit as it is constantly and mercilessly perpetrating horrendous and utterly inhuman acts towards other groups. For example, the ongoing persecutions of Tibetans are well established and documented, and have been taking place for decades now.

Furthermore, Canada has not been immune to China's campaign of influence and unrelenting intrusion into its domestic affairs and institutions. Under the auspices of the United Front Work Department, the establishment of Chinese-government affiliated organizations such as Confucius Institutes is well-documented. Canadian citizens have also been a target of the CCP regime's overreach and despotism, not only abroad with the illegal detainment of our brave Canadians, amongst them our two Michaels who have now been formally charged with espionage, but also here on our soil, with the harassment and intimidation of our Chinese Canadians through United Front networks simply because they oppose China's dictatorship.

For these reasons, we also strongly believe the government of Canada should consider imposing Magnitsky sanctions on Chinese officials responsible for the persecutions of Tibetans, and all those who are responsible for harassing and intimidating our Chinese Canadians on Canadian soil, as well as for the treatment of our brave Canadians who are arbitrarily detained in China.

sino-britannique de 1984, un traité international qui a été enregistré auprès du Secrétariat des Nations Unies. À ce titre, le Canada, en tant qu'État membre de l'ONU, avec la communauté internationale, a un intérêt et une responsabilité de défendre l'ordre international fondé sur les règles, mais aussi de défendre les valeurs des droits de la personne, les libertés fondamentales, la démocratie et de l'état de droit.

Malheureusement, le comportement tyrannique de la RPC envers les hongkongais, les ouïghours et les autres minorités musulmanes, n'est que la dernière d'une tendance qui persiste et qui est devenue une habitude extrêmement dangereuse puisque la RPC continue de constamment perpétrer, et ce, sans aucune pitié, des actes horribles et inhumains à l'encontre de plusieurs autres groupes. Par exemple, les persécutions en cours contre les Tibétains sont bien documentés et établis, et se produisent depuis des décennies.

Qui plus est, le Canada n'est pas épargné en ce qui a trait à la campagne d'influence et aux intrusions constantes effectuées par la Chine dans les affaires du Canada et au sein de nos institutions nationales. L'établissement d'organisations affiliées au gouvernement chinois au nom du Département du travail du Front uni, comme les Instituts Confucius, est tout aussi bien documenté. Les citoyens canadiens ont également été la cible de l'extension et du despotisme du régime du Parti communiste chinois, non seulement à l'étranger, avec la détention illégale de nos braves canadiens, parmi eux nos deux Michael qui viennent d'être officiellement accusés d'espionnage, mais aussi ici sur notre sol, avec le harcèlement et l'intimidation de nos canadiens d'origine chinoise par le biais des réseaux du Front uni, simplement parce qu'ils s'opposent à la dictature chinoise.

Pour ces raisons, nous croyons fermement que le gouvernement du Canada devrait également envisager d'imposer des sanctions en vertu de la Loi de Magnitski aux fonctionnaires chinois responsables des persécutions perpétrées contre les Tibétains, ainsi que tous ceux étant responsables du harcèlement et de l'intimidation de nos canadiens d'origine chinoise en sol canadien et pour le traitement de nos courageux canadiens qui sont détenus arbitrairement en Chine.

As such, we are enclosing for your consideration lists with names of certain Chinese and Hong Kong officials that are responsible for carrying out these monstrous acts towards these groups.

When the Speech from the Throne was delivered by Her Excellency the Right Honourable Julie Payette, to open the 43rd session of Parliament, one of the government's priorities outlined was to “position Canada and Canadians for success in the world.”

In order to do so, the Canadian government made it clear that it will “[...] stand up for the values and interests that are core to Canada's prosperity and security — democracy, human rights, and respect for international law.”

It also mentioned that “As a coalition-builder, the Government will build partnerships with like-minded countries to put Canada's expertise to work on a global scale, in areas like the promotion of democracy and human rights [...]” and “As an ally, the Government will contribute to multilateral efforts to make the world more safe, just, prosperous [...]”.

To achieve this goal, the government indicated that “It will stand up for the rules-based international order when that order is put in question [...]”.

Sadly enough, the rules-based international order, not only has been put in question, but it has now been completely disrupted by China. China is continuously showing us that it poses the biggest threat to mankind and a danger to international security.

Our requests are not only in direct line with the government's priority of “[...] position[ing] Canada and Canadians for success in the world”, but also in keeping with Canada's history of standing up for and defending human rights, fundamental freedoms, democracy, and the rule of law.

À ce titre, veuillez trouver ci-joint des listes avec les noms de certains représentants chinois et hongkongais responsables de ces actes monstrueux à l'encontre de ces groupes.

Lorsque le discours du Trône a été prononcé par Son Excellence la très honorable Julie Payette, à l'occasion de l'ouverture de la 43^e session du Parlement, l'une des priorités soulignée par le gouvernement était de « [...] place[r] le Canada et ses citoyens en position favorable pour assurer leur réussite sur la scène internationale.»

Pour ce faire, le gouvernement canadien a clairement fait savoir qu'il « [...] défend[er]ait] les valeurs et les intérêts qui sont essentiels à la prospérité et à la sécurité du Canada — la démocratie, les droits de la personne et le respect du droit international. »

Il fut également indiqué que « Le Canada est un artisan de coalitions, et le gouvernement établira des partenariats avec des pays aux vues similaires pour mettre à profit à l'échelle internationale l'expertise du Canada, notamment dans des domaines comme la promotion de la démocratie et des droits de la personne [...] » et que « Le Canada est un allié, et le gouvernement apportera sa contribution aux efforts multilatéraux pour faire de ce monde un endroit un peu plus sûr, juste, prospère [...]»

Pour parvenir à accomplir cet objectif, le gouvernement a mentionné qu' « Il défendra l'ordre international fondé sur les règles lorsque cet ordre est remis en question [...] »

Malheureusement, l'ordre international fondé sur les règles a non seulement été remis en question, mais il est maintenant complètement perturbé par la Chine. La Chine ne cesse de nous prouver continuellement qu'elle représente la plus grande menace pour l'humanité et un danger pour la sécurité internationale.

Non seulement nos demandes s'insèrent directement dans la priorité du gouvernement de « [...] place[r] le Canada et ses citoyens en position favorable pour assurer leur réussite sur la scène internationale», mais également elles sont conformes à l'histoire du Canada de défendre les droits de la personne, les libertés fondamentales, la démocratie et l'état de droit.

Therefore, now more than ever, the time has come for the government to firmly stand up for these values and take concrete actions by imposing Magnitsky sanctions.

Yours sincerely,

The Honourable Senator Thanh Hai Ngo and the Honourable Senator Leo Housakos.

Cosignatories:

Honourable Senator Denise Batters

Honourable Senator Linda Frum

Honourable Senator Diane F. Griffin

Honourable Senator Mobina S.B. Jaffer

Honourable Senator Michael L. MacDonald

Honourable Senator Yonah Martin

Honourable Senator Mary Jane McCallum

Honourable Senator Marilou McPhedran

Honourable Senator Denis Patterson

Honourable Senator Don Plett

Honourable Senator Carolyn Stewart Olsen

Par conséquent, plus que jamais, le moment est venu pour le gouvernement de défendre fermement ces valeurs et de prendre des mesures concrètes en imposant des sanctions en vertu de la Loi de Magnitski.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations distinguées.

L'honorable sénateur Thanh Hai Ngo et l'honorable sénateur Leo Housakos.

Cosignataires :

Honorable sénatrice Denise Batters

Honorable sénatrice Linda Frum

Honorable sénatrice Diane F. Griffin

Honorable sénatrice Mobina S.B. Jaffer

Honorable sénateur Michael L. MacDonald

Honorable sénatrice Yonah Martin

Honorable sénatrice Mary Jane McCallum

Honorable sénatrice Marilou McPhedran

Honorable sénateur Denis Patterson

Honorable sénateur Don Plett

Honorable sénatrice Carolyn Stewart Olsen

C.c.: The Honourable Chrystia Freeland, Deputy Prime Minister and Minister of Intergovernmental Affairs
The Honourable François-Philippe Champagne, Minister of Foreign Affairs
The Honourable David Lametti, Minister of Justice and Attorney General of Canada

Encl.: Lists of Officials